

Couvert Forestier

Bulletin de la coalition mondiale des forêts
sur la politique forestière internationale

N° 21 / Mars 2007

Couvert Forestier : brève description

Couvert Forestier, dont voici le 21^e numéro, est le bulletin de la Coalition mondiale des forêts (CMF). Créée par un groupe d'organisations non gouvernementales (ONG) et d'organisations de peuples autochtones (OPA), la CMF vise à promouvoir l'adoption de politiques forestières nationales et internationales fondées sur le respect des droits qui soient efficaces et socialement justes, en renforçant la capacité des ONG et des OPA de toutes les régions d'influer sur la politique forestière mondiale. *Couvert Forestier*, qui paraît quatre fois par an, présente les comptes rendus de diverses ONG et OPA sur les plus importantes de ces rencontres, ainsi qu'un calendrier des réunions à venir. Les opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la Coalition mondiale des forêts, de ses membres fondateurs ou de ses rédacteurs. *Pour vous y abonner gratuitement, contactez Simone Lovera : simonelovera@yahoo.com.*

Sommaire

Couvert Forestier : brève description

Ex Silvis : La gênante vérité est qu'il nous faut un autre monde, Miguel Lovera, *Président de la Coalition mondiale des forêts*

La CCNUCC joue du violon pendant que la terre brûle, Anne Petermann, *Codirectrice du Global Justice Ecology Project, États-Unis*

Mise en oeuvre conjointe : le nouveau marché du 'marché du carbone' ? Sandy Gauntlett, *Pacific Indigenous Peoples Environment Coalition, Aotearoa / Nouvelle-Zélande*

FNUF : des plans pour les huit prochaines années, Andrei Laletin, *Les Amis des forêts sibériennes, Russie*, et Hubertus Samangun, *Ikatan Cendekiawan Tanimbar, Indonésie*

Reprendre le contrôle des terres communales : une nouvelle alliance voit le jour lors du FSM 2007, Ronnie Hall, *Les Amis de la Terre International*

Comptes rendus d'autres réunions sur les forêts :

Le PNUE serait-il donc en vente ?

L'OIBT est-elle vouée à l'extinction ?

Calendrier de réunions sur les forêts

Ex Silvis : La gênante vérité est qu'il nous faut un autre monde

Miguel Lovera, Président de la Coalition mondiale des forêts

En janvier dernier, les représentants de la société civile du monde entier ont uni leurs forces dans le Forum social mondial organisé à Nairobi, au Kenya. C'était un événement inspirateur, où des gens de tous horizons ont présenté des solutions intéressantes, efficaces et viables à toute une série de problèmes mondiaux d'importance cruciale, de l'élimination de la faim à l'arrêt du changement climatique. La foule assemblée à Nairobi a demandé 'un autre monde' : cela peut signifier que nous devons changer la manière dont nous gérons la Terre ou que nous devons abandonner un modèle de développement qui nous met au bord de la catastrophe environnementale. Ou bien, cela pourrait signifier, littéralement, que nous devons trouver une autre planète pour y prendre refuge, parce qu'il n'y a plus rien qu'on puisse faire pour sauver celle-ci !

Malgré ses accomplissements, le FSM n'a pas attiré l'attention des leaders mondiaux ni des médias internationaux. Mark Twain l'avait déjà dit il y a près d'un siècle : « celui qui a une nouvelle idée est un fou, jusqu'au moment où l'idée a du succès ». Les leaders mondiaux continuent de porter aux nues le Forum économique mondial, l'establishment préférant que rien ne change et s'appêtant à poursuivre l'exploitation des ressources humaines, animales, végétales et minérales du monde. De leur côté, les grands médias continuent de les combler d'attention et de louanges. Après avoir vu les rapports journalistiques sur Davos, une chose me semble claire : il nous faut trouver cet autre monde (de préférence dans une autre galaxie) et envoyer ces gens-là s'y promener, sans billet de retour !

Un autre personnage qui a fait parler de lui ces derniers temps est Al Gore, l'ancien vice-président des États-Unis, ce monsieur qui a battu Bush aux élections de 2000 mais qui n'en avez pas assez envie pour aller jusqu'au bout. Ayant remporté un Oscar, il se retrouve maintenant en bonne compagnie avec des monstres sacrés de l'intellect tels que Sylvester Stallone et

Marilyn Monroe.¹ Il s'agit d'un optimiste, n'est-ce pas ? Quelqu'un qui croit que tout finit par s'arranger et qu'il n'y a pas de raison de s'inquiéter. Pourtant, son documentaire ridiculise ouvertement les dénommés 'sceptiques', qu'il taxe avec raison de stupides et de malhonnêtes. Malheureusement, Gore n'est pas assez ambitieux. Il ne cherche pas, comme les plus de soixante mille participants au FSM, un autre monde. Ce qu'il cherche est un monde pareil à celui-ci, qui soit un petit peu plus propre et agréable. Je crois qu'il ne se rend pas compte que c'est impossible, qu'il y a des choses qu'on ne peut pas arranger aussi facilement.

Prenons le cas des biocarburants, par exemple. L'industrie et une minorité consommatrice puissante y voient un moyen de maintenir les voitures en marche : il suffit de remplacer le pétrole par du biocombustible. Cela confirme l'affirmation de Nietzsche : « *la décision chrétienne de trouver le monde laid et mauvais a rendu le monde laid et mauvais* ». Mais croyons-nous vraiment qu'une poignée de réformes et quelques normes qui ont l'air bien nous mettront dans une meilleure position ? Croyons-nous vraiment que les problèmes du développement mondial, de la dégradation écologique, du changement climatique et de l'injustice sociale sont tellement simples qu'on peut les résoudre avec des réformes et de jolies critères ? Croyons-nous vraiment que les gros industriels vont produire du biocarburant de façon équitable et respectueuse de l'environnement, sans détruire les forêts, les zones humides, les territoires indigènes et les populations paysannes qui restent au monde ? Non, nous ne le croyons pas. La proposition d'Eduardo Galeano me semble plus réaliste que l'illusionnisme des riches technocrates du grand écran : « *L'utopie est à l'horizon. Je fais deux pas en avant, elle s'éloigne de deux pas. Je fais dix pas de plus, elle s'éloigne de dix pas. Aussi loin que je puisse marcher, je ne l'atteindrai jamais. À quoi sert l'utopie ? À cela : elle sert à avancer.* » Continuons donc d'avancer vers un tournant plus décisif dans la manière dont nous gérons notre économie, condition préalable pour atteindre un jour des sociétés justes et durables.

La CCNUCC joue du violon pendant que la terre brûle

Anne Petermann, *Global Justice Ecology Project, États-Unis*

Lors de la dernière rencontre de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), tenue à Nairobi en novembre 2006, l'Union européenne a organisé un événement parallèle sur l'arrêt du déboisement. Les représentants ont longuement parlé de l'importance de mettre fin à l'exploitation de bois dans les forêts indigènes pour limiter l'impact du réchauffement planétaire. Ils ont conclu que la solution était de créer

un grand fonds destiné à inciter les pays en développement à protéger leurs forêts. Cela se ferait en assignant aux forêts permanentes une valeur en dollars pour ce qu'on appelle leurs 'services environnementaux'.

Or, si l'on disposait d'informations en abondance sur l'importance des forêts permanentes, l'information sur les causes aboutissant au déboisement brillait par son absence. Ignorant tout des pressions financières qui forcent les pays à abattre leurs forêts, les orateurs ont donné l'impression que les pays pauvres coupaient leurs arbres par désœuvrement. Pas un mot sur les ajustements imposés par la Banque mondiale et le FMI, qui obligent les pays pauvres à liquider leurs réserves à des prix sacrifiés pour rembourser les prêts de développement. Pas un mot non plus sur la demande toujours croissante de produits dérivés du bois dans les pays du Nord, lesquels échouent pour la plupart dans les décharges sous forme d'emballages, d'imprimés publicitaires ou de prospectus de rebut.

Cet événement parallèle était un symbole des opérations actuelles de la CCNUCC : il s'est centré sur l'utilisation de fonds et d'instruments commerciaux tels que le marché de carbone, qui promettent des profits milliardaires aux entreprises concernées mais risquent de ne rien faire pour résoudre le problème du réchauffement de la planète. En fait, l'idée que les gens pourraient réduire leur consommation ou changer leur mode de vie aurait été tout à fait absente sans les interventions des ONG et des pays du Sud. Grace Akumu, du Climate Network Africa, a comparé l'orientation nordiste des discours aux négociations tant critiquées de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) : « *C'est comme à l'OMC, les pays riches sont en train de détourner les négociations à leur profit* ».

Le capitalisme à la rescousse

En plus d'insister sur le rôle du marché dans les stratégies pour le climat, les capitalistes de l'industrie profitent de l'inquiétude croissante suscitée par le changement climatique pour vendre, comme 'solutions' au réchauffement planétaire, des projets préalablement controversés. Ainsi, les vastes monocultures d'arbres, les biocarburants, les arbres et les cultures transgéniques, les grands barrages hydroélectriques et l'énergie nucléaire pourront être vendus aux audiences du Nord en tant que moyen de maintenir leur surconsommation tout en faisant une contribution censément positive à la lutte contre le réchauffement de la planète.

Or, la triste vérité est que ces projets ne font pas grand-chose pour freiner le dérèglement climatique ; en revanche, ils ont des effets terribles sur l'environnement et la société. C'est la raison pour laquelle la Coalition mondiale des forêts et l'Indigenous Information Network ont organisé à Namanga, au Kenya, un séminaire des Peuples autochtones sur le commerce du carbone, au moment

¹ Il faut pourtant reconnaître qu'il est mieux placé que le gouverneur de la Californie, qui n'a reçu qu'un prix Bambi et plusieurs MTV.

où se déroulait la CdP sur le Climat. Plusieurs représentants indigènes ont fait des exposés sur les impacts subis par leurs communautés par suite des plans de commerce de carbone, afin d'alerter les autres sur les dangers cachés de ces projets (dont la plupart concernent les terres des peuples autochtones).

De fausses solutions

De retour à la CdP de la CCNUCC, le Mouvement mondial pour les forêts, le Global Justice Ecology Project, la fondation Gaia, la campagne STOP Genetically Engineered Trees, la Coalition mondiale des forêts et le Réseau d'action contre les biocarburants à grande échelle ont organisé une conférence de presse pour condamner la promotion de 'fausses solutions' au réchauffement planétaire.

Ces organisations ont signalé que les biocarburants sont en train de susciter l'expansion des plantations de canne à sucre, de palmier à huile, de soja et d'eucalyptus en Amérique latine et en Indonésie. À leur tour, ces plantations obligent des centaines de milliers d'agriculteurs et de populations autochtones à quitter leurs terres, provoquent le déboisement et la diminution de la diversité biologique et accélèrent le changement climatique. En 1997, les incendies dans les forêts indonésiennes ont libéré plus de carbone que toute l'Union européenne. D'autre part, la quantité de céréales nécessaire pour produire assez de biocarburant pour faire le plein d'un seul SUV suffirait à nourrir une personne pendant un an. En 2005, la concurrence pour les céréales a provoqué une hausse des prix de 60 %, favorisant la fabrication de biocarburants à partir de ces produits et augmentant le nombre des personnes qui souffrent de faim.

Parmi les solutions fausses figurent aussi les arbres et les produits agricoles génétiquement modifiés, que l'on présente comme puits de carbone et sources de biocarburant. Or, les arguments contre les plantes et les arbres transgéniques sont nombreux, et incluent la contamination des forêts indigènes et des cultures conventionnelles par des traits génétiques modifiés, potentiellement destructeurs. Les arbres GM ont la capacité de dévaster des écosystèmes de forêt en contaminant les arbres indigènes avec du pollen ou des semences manipulés pour tuer les insectes, résister aux herbicides toxiques ou croître plus vite. La fuite de pollen ou de semences d'arbres GM dans les forêts indigènes aurait des effets écologiques graves et tout à fait imprévisibles, susceptibles de porter atteinte à la capacité des forêts de stocker du carbone, avec les conséquences négatives qui s'ensuivraient en matière de réchauffement planétaire.

Dans une lettre rédigée conjointement par le Global Justice Ecology Project et le Mouvement mondial pour les forêts, un grand nombre d'ONG ont exigé à la CCNUCC de revenir sur sa décision de légaliser l'utilisation d'arbres GM, de manière à aligner ses politiques sur celles de la Convention de l'ONU sur la diversité biologique (CDB). En effet, la décision de

mars 2006 de la CDB prévenait sur les dangers des arbres transgéniques et exhortait les pays à adopter une attitude prudente à l'égard de cette technologie.

La stratégie la plus controversée de toutes en matière de réduction du changement climatique est le commerce de carbone. Façonné à l'instar du système de commerce de la pollution qui découle de la Loi sur la salubrité de l'air des États-Unis, et défendu par Al Gore pendant sa vice-présidence, le commerce de carbone permet aux entreprises et aux gouvernements d'éviter de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre en achetant des 'crédits carbone'. Ces 'crédits carbone' proviennent soit de projets de compensation des émissions, comme les plantations d'arbres établies sous prétexte de 'développement' dans les pays pauvres, soit de pays comme la Russie, qui ont des excédents de crédits carbone à vendre. Pourtant, le stockage de carbone dans les plantations d'arbres n'est qu'une solution temporaire de courte durée. De plus, cette fausse solution a des répercussions très graves sur l'environnement et la société, surtout du fait qu'elle déplace des populations autochtones et rurales qu'il faut expulser de leurs terres pour protéger la capacité de stockage de carbone des arbres², et qu'elle épuise les sols et la nappe phréatique.

Faire appel au marché pour remédier au dérèglement du climat (comme proposent les plus grands émetteurs de gaz à effet de serre du monde) équivaut à refuser de prendre une quelconque mesure réelle et sérieuse pour réduire l'impact futur des changements climatiques. Comparée à d'autres campagnes mondiales (comme les guerres pour le contrôle des réserves de pétrole du Moyen-Orient), celle-ci a l'air d'une farce. C'est comme si les autorités constituées avaient décidé qu'il est plus important de maintenir le standing des nantis du monde que d'éviter la catastrophe climatique imminente.

Pour en savoir plus visitez les sites : <http://globaljusticeecology.org> ou <http://unfccc.int>. Cet article est la synthèse d'un article plus long paru dans Z-magazine ; vous trouverez la version intégrale sur <http://zmagite.zmag.org/curTOC.htm>.

Mise en oeuvre conjointe : le nouveau marché du 'marché de carbone' ?

Sandy Gauntlett, Pacific Indigenous Peoples Environment Coalition, Aotearoa / Nouvelle-Zélande

'Mise en oeuvre conjointe'? Cela fait penser à une inflammation douloureuse et immobilisante des genoux, des coudes ou autres jointures ! Et, croyez-moi, la dernière réunion des soi-disant experts du Groupe pour la Mise en oeuvre conjointe (tenue à Bonn en février) n'a pas été moins douloureuse. J'ai

² Vous trouverez une excellente critique du commerce de carbone dans Lohmann, L., éd., *Carbon Trading: A Critical Conversation on Climate Change, Privatisation and Power*, publié par la fondation Dag Hammarskjöld, <http://www.dhf.uu.se>.

dit 'soi-disant experts' parce que la réunion a été menée d'une façon atroce. Au départ, elle avait éveillé tant d'intérêt que le nombre des participants autorisés à y assister a dû être limité. On aurait pu espérer qu'un tel enthousiasme serait propice à un débat de grande envergure et en profondeur, où les diverses factions présenteraient leurs arguments et écouterait ceux des autres. Hélas, de nombreuses personnes n'ont même pas eu l'occasion d'intervenir. Curieusement, d'autres ont pu exposer leurs points de vue à plusieurs reprises, et certains ont été inclus dans deux ou même trois groupes d'experts (loin de moi l'idée de suggérer que la représentation du comité de pilotage était disproportionnée).

On a laissé passer l'opportunité d'avoir une discussion sensée : très vite, la réunion s'est transformée en une vente agressive de marchés de carbone. Un membre du comité semblait même encourager les autres à tourner les termes de référence pour la mise en oeuvre stipulés par les Parties à la Convention sur les changements climatiques. On a entendu plusieurs autres participants se plaindre que les règles étaient injustes à l'égard de l'industrie et anticompetitives. J'ai entendu des gens dire qu'il n'était pas vraiment nécessaire de passer des accords formels avec les autres nations (il suffirait d'échanger des lettres), se plaindre du temps que cela prenait de signer des protocoles d'accord et vilipender l'UE qui semblait s'opposer au double comptage et au cumul (c'est-à-dire à être remboursé deux fois pour chaque projet de piégeage de carbone, puisque les règles actuelles le permettent). Pour des raisons étranges, l'UE semblait s'opposer à cette forme de tricherie en particulier ; pour les autres, par contre, l'éthique n'avait pas l'air de compter.

En revanche, je n'ai entendu personne parler des moyens de réduire la dépendance des combustibles fossiles, ni de partager les ressources de façon plus juste, ni de faire en sorte que les coûts du changement climatique se répartissent plus équitablement. Personne n'avait l'air intéressé à assurer le respect des droits fonciers indigènes ou l'avenir économique des femmes des populations marginalisées. Le problème des réfugiés du climat n'a pas semblé digne de mention.

Néanmoins, la réunion a permis d'obtenir certaines informations importantes. La biomasse et les biocarburants sont en train de monter dans la liste des priorités de la MOC : nous devons les suivre de près à l'avenir.

De même, il est apparu que les projets les plus productifs (en termes de réduction des émissions) ne sont pas les puits de carbone tant vantés, mais les projets visant à l'efficacité énergétique. Cependant, même à ces derniers il manquait un petit quelque chose. Ils ne concernaient pas l'utilisation d'ampoules longue durée pour réduire le besoin d'énormes barrages émetteurs de carbone. Pas du tout : il s'agissait de réparer les fuites des oléoducs et des gazoducs de la vieille Europe orientale. Cela va réduire

les émissions, c'est vrai. Mais cela risque aussi de fonctionner comme une récompense à l'industrie qui a permis que les installations se détériorent à ce point, et comme une incitation à ne pas les entretenir comme il faut à l'avenir. Et, de surcroît, les entreprises qui cumulent ou comptent double leurs crédits y gagneraient encore davantage !

Pour en savoir plus visitez le site : <http://unfccc.int>.

Reprendre le contrôle des terres communales : une nouvelle alliance voit le jour lors du FSM 2007

Ronnie Hall, *Les Amis de la Terre International*

Le Forum social mondial a souvent été accusé d'être à peine mieux qu'une parlotte mondiale chaotique, mais celui qui a eu lieu en janvier dernier à Nairobi a marqué un changement dans ses activités et son potentiel : le FSM semble être en train de mûrir pour devenir un espace politique capable de donner aux luttes de la société civile une vie et une énergie nouvelles. Cela s'est manifesté en 2007 par la création d'une nouvelle alliance mondiale pour reprendre le contrôle des terrains communaux³.

Partout dans le monde, les mouvements sociaux et les organisations de la société civile luttent pour contenir la vague de destruction des ressources naturelles et d'expropriation de terres. Une multiplicité de campagnes se centrent sur des ressources naturelles différentes, travaillent dans des espaces géographiques divers, ont des points de vue variés et possèdent énormément d'expériences de toutes sortes. Or, l'importance même de cet assaut mondial et la complexité de ses causes sous-jacentes ont à ce jour empêché la société civile d'y répondre de façon coordonnée et efficace. Nous avons beau nous efforcer de notre mieux, l'horloge de la diversité biologique mondiale n'arrête pas son tic-tac sinistre.

Les océans, les forêts et la diversité biologique de la planète sont transformés à toute allure en simples marchandises qu'on peut acheter et vendre sur les marchés mondiaux. Les populations locales sont privées de leurs droits et de l'accès aux ressources naturelles que l'on cède aux transnationales, à mesure que les gouvernements s'efforcent de bâtir ou de maintenir des économies nationales robustes, capables de supporter la concurrence acharnée sur les marchés

³ Les membres de l'Alliance pour la reprise du contrôle des terres communales sont : le Groupe d'action sur l'érosion, la technologie et la concentration (ETC), le Centre pour la législation environnementale internationale (CIEL), le Projet planète bleue du Conseil des Canadiens, Focus on the Global South, le Réseau d'information et d'action sur l'alimentation (FIAN), Friends of the Earth International, la Coalition mondiale des forêts, le Réseau des femmes autochtones pour la biodiversité, Kilusang Mangingisda (Philippines), le Forum national des peuples et des travailleurs des forêts (Inde), Oilwatch Afrique, Vía Campesina, le Forum mondial des pêcheurs et travailleurs de la pêche (WFF) et le Mouvement mondial pour les forêts (WRM).

mondiaux. Ces gouvernements semblent être sourds aux avertissements désastreux de l'Évaluation des Ecosystèmes pour le Millénaire, qui dit clairement que nous vivons au-dessus de nos moyens et que les personnes les plus pauvres du monde sont les plus gravement affectées par la diminution des ressources naturelles.

Si nous coordonnons nos activités, échangeons des informations et apprenons des expériences des autres, si nous partageons nos outils de campagne et développons une vision commune des problèmes et des solutions possibles, nous serons en mesure d'organiser des campagnes plus efficaces et synergiques. Mais nous devons le faire tout de suite.

Le FSM 2007 nous a offert la première opportunité de réunir un ensemble énormément intéressant d'organisations de tous les continents et d'échanger des idées et des informations à ce sujet. L'enthousiasme et la motivation de tous les participants étaient remarquables et inspirateurs, au point qu'un programme serré de deux jours a surgi presque spontanément. Après un démarrage délibérément général, nous avons fait rentrer le plus possible de choses dans une période de dix heures qui a paru très courte.

Nous avons considéré les impacts et les causes sous-jacentes de la marchandisation de diverses ressources naturelles : la terre, les semences, les pêches, les forêts, la diversité biologique, l'énergie, les minéraux et l'eau, et nous avons examiné divers moyens de préserver et de récupérer la gestion indigène de ces ressources et des connaissances correspondantes.

Nous avons échangé des idées de départ sur les solutions, les stratégies et les outils pour rendre les campagnes efficaces, en nous centrant sur la définition et la promotion de nouveaux concepts et approches, tels que la souveraineté alimentaire et énergétique, et sur les pour et les contre de modifier et d'utiliser la législation pour récupérer l'accès ou éviter la destruction des ressources naturelles et de l'environnement. Nous avons même trouvé le temps de traiter des pour et des contre de la nationalisation des ressources naturelles (qui commence à avoir lieu dans certains pays d'Amérique latine), sur les marchés de carbone, les biocarburants et la nanotechnologie. L'un dans l'autre, nous avons fait en un éclair le tour des campagnes en cours dans le monde, mettant en lumière les synergies que nous pourrions créer ensemble.

La Coalition mondiale des forêts y a joué un rôle clé, travaillant étroitement avec les Amis de la Terre International (qui ont coordonné l'activité). Les participants de la CMF ont contribué à l'élaboration du programme, en suggérant quels étaient les participants essentiels (surtout dans les organisations de peuples autochtones), en animant les sessions et en parlant des inquiétudes concernant les peuples autochtones et les forêts et des rapports entre les forêts et les biocarburants. D'autres organisations qui ont parlé des

forêts étaient le Forum national des peuples et des travailleurs des forêts de l'Inde, qui a lutté avec succès pour l'adoption d'une loi sur les droits des peuples tribaux sur les forêts, et le Comité de coordination des peuples autochtones d'Afrique⁴.

Les organisations d'accueil se sont réunies pour une brève session stratégique finale au cours de laquelle elles ont convenu d'établir cette nouvelle alliance, qui aura pour but de partager et de mettre en place des outils de campagne efficaces à l'intention de toutes les populations du monde qui cherchent à reprendre le contrôle des terres communales. Un rapport sur la manifestation sera publié bientôt, et l'on prévoit une nouvelle rencontre à Montréal en octobre 2007 (parallèlement à la réunion de la Convention sur la diversité biologique).

Pour en savoir plus, contactez Ronnie Hall (ronnieh@foe.co.uk) ou visitez le site : <http://www.worldsocialforum.org>.

FNUF : des plans pour les huit prochaines années

Andrei Laletin, Amis des Forêts sibériennes, Russie, et Hubertus Samangun, Ikatan Cendekiawan Tanimbar, Indonésie

L'Initiative des pays membres (IPM) d'appui du Forum des Nations unies pour les forêts (FNUF) s'est réunie du 13 au 16 février à Bali, en Indonésie, pour considérer le nouveau Programme de travail pluriannuel (PTP) du FNUF, qui sera appliqué jusqu'en 2015. La réunion a attiré plus de 150 participants de toutes les régions, mais seulement sept d'entre eux représentaient les grands groupes. Le nouveau PTP est censé refléter l'ensemble des objectifs, fonctions et stratégies de l'Accord international sur les forêts. On prévoit que l'Instrument non contraignant (INC) applicable à tous les types de forêts deviendra, s'il est adopté par le Forum à sa 7^e session, l'élément central du prochain PTP.

La rencontre a démarré avec des exposés du gouvernement indonésien, du chef du secrétariat du FNUF et des représentants du Centre de la recherche forestière internationale, de la Banque mondiale et du Programme Forêts. Ensuite, chaque représentant des grands groupes a fait une courte présentation. Les ONG et les OPA ont manifesté leur inquiétude devant

⁴ Des orateurs des organisations suivantes ont également fait des présentations à l'occasion de cette manifestation : ANAP (Cuba) ; l'Assemblée des Pauvres (Thaïlande) ; le Groupe de Durban / The Corner House ; la Coalition nationale Egi (Nigeria) ; ERA/FoE Nigeria ; FoE Australie ; FoE Angleterre, Galles et Irlande du Nord ; FoE Ghana ; groundWork - FoE Afrique du Sud ; le Réseau indigène d'information (Kenya) ; le Comité de coordination des peuples indigènes d'Afrique ; le Forum international sur la mondialisation (Chine) ; le Mouvement des travailleurs sans terre (Brésil) ; LEAT (Tanzanie) ; LRC-KSK / FoE Philippines ; NBS (Norvège) ; Radio Mundo Real ; REDES / FoE Uruguay ; Sobrevivencia / FoE Paraguay.

le manque d'activité des membres du FNUF et demandé que l'on prenne des mesures immédiates pour stopper la destruction alarmante des forêts au plan mondial : les actions à prendre doivent reconnaître, respecter et défendre l'application des droits coutumiers des peuples autochtones et des populations qui habitent les forêts et en dépendent, et promouvoir un gouvernement des forêts authentiquement communautaire qui permette aux peuples forestiers de s'assumer. En outre, les ONG ont souligné que ces actions doivent être en accord avec les droits internationaux de l'homme et s'attaquer aux causes sous-jacentes du déboisement et de la dégradation des forêts, en incluant le besoin de réajuster les flux financiers et de réduire la consommation. Les peuples autochtones ont regretté que le brouillon de l'INC soit faible en ce qui concerne les droits des peuples autochtones. Ils ont proposé de formuler leurs propres critères et indicateurs pour la gestion durable des forêts.

Par la suite, les thèmes des sessions biennales du FNUF, les modalités du PTP et les manières possibles d'augmenter les dimensions régionale et sub-régionale du programme ont été débattus en trois groupes de travail parallèles.

Lors de la discussion des thèmes et cadres des réunions du FNUF dans le premier groupe de travail, les participants ont suggéré de limiter et de regrouper en grands thèmes les points à débattre dans chaque session biennale. Néanmoins, plusieurs thèmes communs, dont les moyens de mise en oeuvre et l'accomplissement des quatre objectifs globaux en matière de forêts, pourraient être traités à toutes les sessions. Il a été proposé aussi de faire en sorte que ces grands thèmes soient faciles à comprendre par les parties intéressées n'intervenant pas dans le processus du FNUF.

Trois options ont été avancées. Le Secrétariat du FNUF a proposé que le FNUF-8 de 2009 traite des forêts pour le développement, que le FNUF-9 de 2011 traite des forêts pour la subsistance, et que le FNUF-10 de 2013 traite des forêts pour la croissance. La deuxième option, énoncée par l'Australie en tant que co-président du groupe de travail, proposait que le FNUF-8 considère la réalisation d'une gestion durable des forêts, que le FNUF-9 considère les forêts, les gens et les moyens de vie, et que le FNUF-10 considère les forêts et la durabilité écologique. Chaque session traiterait aussi des moyens de mise en oeuvre. (Les ONG et les OPA présentes se sont montrées favorables à cette option, qui accordait une bonne place aux valeurs culturelles et spirituelles des forêts). Finalement, quelques experts ont proposé une troisième option, suivant laquelle le FNUF-9 se centrerait sur les moyens de mettre en oeuvre la gestion durable des forêts, le FNUF-10 concernerait les forêts pour le développement et la croissance, et le FNUF-11 la gestion durable des forêts et les questions environnementales mondiales. Dans toutes les options

mentionnées, le FNUF-11 examinerait également, en 2015, les résultats des sessions préalables.

Le deuxième groupe de travail a travaillé sur les modalités des sessions futures du FNUF, et conclu que, pour qu'elles soient efficaces, il faut reconsidérer le programme des sessions et lier entre eux les processus régionaux et internationaux au moyen de réunions préparatoires intergouvernementales (RPI). Le groupe a conclu aussi que les Groupes spéciaux d'experts et les Initiatives menées par les pays et les organisations avaient beaucoup contribué à la bonne marche des processus du Forum. Ces réunions devraient traiter de questions thématiques et de points d'actualité spécifiques, et rassembler les États membres et les grands groupes.

Du moment que le FNUF sera probablement chargé de superviser la mise en oeuvre de l'INC, le PTP doit être suffisamment souple pour inclure cette tâche. Il a été recommandé d'augmenter la participation des parties intéressées et d'examiner les possibilités d'élargir la participation des grands groupes. Le groupe a conclu également qu'il est nécessaire de rationaliser et de simplifier les exigences en matière de rapports et d'améliorer les capacités des pays à ce sujet, et que les rapports pourraient se fonder sur les sept éléments thématiques ou sur les quatre objectifs globaux accordés. Finalement, le groupe a souligné qu'il fallait améliorer la supervision, l'évaluation et la révision, en utilisant un mécanisme de retour d'information. Quant à la fréquence des processus de supervision et de révision, il a été proposé de faire une révision de mi-chemin en 2011, une révision tous les deux ans, ou des évaluations d'accomplissement par l'intermédiaire d'autres forums, l'IPM par exemple.

Le troisième groupe de travail, qui s'est occupé des dimensions régionale et sub-régionale, a souligné l'importance d'utiliser les mécanismes déjà existants, régionaux et sub-régionaux, en matière de forêts, et il a souligné que le FNUF devrait renforcer son appui à ces mécanismes. Par exemple, les futurs segments de haut niveau du FNUF et les mécanismes régionaux pourraient chercher à augmenter l'engagement politique à l'égard de la coopération régionale et sub-régionale sur les forêts. Le groupe a conclu également que certains mécanismes régionaux et sub-régionaux ont besoin de l'orientation du FNUF pour le développement de leurs programmes et activités relatifs aux forêts. Pourtant, il n'est pas nécessaire d'ajouter de nouveaux mécanismes, des réunions dans les régions ou des réunions supplémentaires d'experts régionaux en la matière. En revanche, les mécanismes existants, régionaux et sub-régionaux, devraient être utilisés. Les discussions régionales et sub-régionales devraient inclure la considération des moyens pour la mise en oeuvre et de l'exécution des objectifs globaux en matière de forêts.

De nombreux participants ont estimé que cette rencontre avait été bien organisée et conduite dans un esprit constructif, et qu'elle avait abouti à des

conclusions susceptibles de contribuer considérablement aux discussions du FNUF-7 qui aura lieu en avril 2007 à New York.

Pour en savoir plus visitez le site : <http://www.un.org/esa/forests>.

Comptes rendus d'autres réunions sur les forêts

Le PNUE serait-il donc en vente ?

L'une des plus grosses erreurs de la politique environnementale contemporaine consiste à croire que l'intégration du commerce et de l'environnement est forcément bénéfique pour ce dernier. Bien sûr, il peut être important d'intégrer les questions environnementales et sociales dans la politique commerciale pour éviter de porter atteinte à la société et à l'environnement. En revanche, il peut être énormément contre-productif d'intégrer le commerce dans la politique environnementale, car cela risque d'empêcher la protection effective de l'environnement en introduisant l'idée que les questions économiques à court terme sont aussi importantes que les impératifs écologiques à long terme.

Était-il vraiment utile d'inviter Pascal Lamy, le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), à parler à la 24^e session du Conseil d'administration du PNUE et du Forum ministériel mondial pour l'environnement (5-9 février, Nairobi, Kenya)? Bien entendu, le fait qu'il ait accepté l'invitation peut être considéré comme signe qu'il prend au sérieux les questions écologiques. Pourtant, cela lui a donné aussi une belle opportunité de convaincre les ministres de l'environnement du monde entier qu'il est indispensable d'appuyer les négociations de Doha de l'OMC, car « *cela permettrait de libéraliser le commerce des biens et services environnementaux* ». Le commerce des services a été présenté comme quelque chose de bénéfique pour l'environnement, sans donner aucune preuve qu'il ait jamais contribué au développement durable.

Tous les exemples de commerce de services environnementaux que l'on a présentés à ce jour comme modèles pour le développement durable ont été, sans exception, le résultat d'une intervention gouvernementale ou non commerciale, et non du libre-échange⁵. Certains sont de simples projets de développement presque entièrement financés par des organisations de conservation et/ou des agences officielles d'aide au développement. D'autres 'marchés' sont une combinaison d'impôts traditionnels et de subventions encore plus traditionnelles. Le fameux plan de Paiement de services

⁵ Voir, par exemple, l'analyse de 287 'marchés de services environnementaux' publiée par l'Institut international pour l'environnement et le développement, dans Landell-Mills, N. et Porras, I.T., « *Silver Bullets or Fool's Gold? A global review of markets pour environmental services and their impacts on the poor* », IIED, mars 2002.

environnementaux du Costa Rica n'est rien d'autre qu'une subvention à la gestion durable financée grâce à un impôt sur l'essence. Pas forcément mauvais pour l'environnement, s'il est strictement réglementé. Mais... si ce 'marché de services environnementaux' était libéralisé dans le cadre de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS/GATS) de l'OMC, ou dans celui d'accords de commerce régionaux comme l'Accord de libre-échange entre l'Amérique centrale et les États-Unis (CAFTA), l'intervention gouvernementale serait découragée ou même interdite. Après tout, la libéralisation du commerce implique une minimisation des réglementations, et une diminution des subventions et autres encouragements aux pratiques favorables à l'environnement et la société.

Bien entendu, Pascal Lamy n'a pas expliqué tout cela, et le Secrétariat du PNUE non plus. Au contraire, le petit vent frais (pour ne pas dire froid) qui souffle ces jours-ci au PNUE l'a poussé à adopter une attitude plus 'business' à l'égard de l'environnement. Non seulement il encourage activement tous les moyens de mettre en vente le vivant, mais on dirait que le PNUE lui-même est en vente. N'importe quelle grande entreprise peut accéder à un partenariat volontaire du secteur privé avec cette agence de l'ONU. Les produits chimiques, l'eau, tout y passe. Laissons tomber la réglementation des entreprises, profitons plutôt des opportunités qu'elles nous offrent ! L'environnement est devenu une bonne affaire, et les grandes firmes veulent le gouverner.

Dans ces circonstances, le résultat le plus positif de la rencontre est peut-être que la proposition de transformer le PNUE en Organisation des Nations unies pour l'Environnement n'a avancé en rien. Le Panel de haut niveau sur la cohérence du système des Nations unies a eu beau faire une allusion discrète dans ce sens, le gouvernement français a eu beau organiser une conférence prétentieuse en faveur de l'idée, un grand nombre de pays en développement et le gouvernement des États-Unis ne sont pas convaincus que ce soit une bonne idée d'investir énormément d'argent dans cette organisation et de renforcer sa présence au niveau national. Et, franchement, maintenant que le PNUE est en train de se métamorphoser en un marchand d'environnement comme les autres, nombre d'ONG n'en sont pas convaincues non plus.

Pour en savoir plus visitez le site : <http://www.unep.org>.

L'OIBT serait-elle vouée à l'extinction ?

La 41^e session de l'Organisation internationale des bois tropicaux (6-11 novembre 2006, Yokohama, Japon) s'est déroulée dans un esprit relativement positif, sans la pression des négociations, maintenant qu'un nouvel Accord international sur les bois tropicaux a été adopté (en 2006). Il est vrai que les controverses habituelles se sont suscitées lorsque l'assemblée a débattu de la participation de l'OIBT dans les négociations de la Convention Climat pour

réduire le déboisement, mais, malgré tout, 11 projets et 7 avant-projets ont été approuvés.

Néanmoins, en dépit de ce résultat relativement productif, tout porte à croire que le représentant du Gabon n'a pas été le seul à penser que l'OIBT devra s'adapter à un monde en changement ou « être vouée à l'extinction ». Son pessimisme reflète le fait que l'OIBT a perdu, au cours des dix dernières années, 87 % du soutien financier pour ses projets. Le manque de financement a même rendu incertain que la prochaine réunion de l'OIBT puisse avoir lieu en Papouasie-Nouvelle-Guinée en mai 2007, comme il était prévu. Pourtant, comme d'habitude, le Japon est venu à la rescousse et la réunion a été confirmée au dernier moment. Néanmoins, il est de plus en plus évident que l'OIBT ne pourra pas survivre si elle ne compte qu'un seul donateur généreux. D'autre part, il peut s'avérer très difficile d'en trouver d'autres, vu les résultats obtenus. En effet, en 2006 l'OIBT n'avait encore réalisé que 5 % de l'objectif qu'elle s'était fixé pour 2000 : faire en sorte que 100 % des bois tropicaux soient produits dans le respect de l'environnement ; or, d'après ses propres données, 95 % sont encore produits de façon non durable.

Pour en savoir plus visitez le site : <http://www.itto.or.jp>

Calendrier de réunions sur les forêts

Vous trouverez des informations supplémentaires sur les rencontres intergouvernementales sur le site : <http://www.iisd.ca/linkages>.

La dix-huitième session du Comité des Forêts de la FAO aura lieu du 12 au 16 mars à Rome, en Italie. Pour plus d'information visitez le site : <http://www.fao.org/forestry/site/cofo/fr/>

La septième session du Forum des Nations unies sur les Forêts aura lieu du 16 au 27 avril à New York, aux États-Unis. Pour plus d'information visitez le site : <http://www.un.org/esa/forests>

La quinzième session de la Commission du Développement durable de l'ONU aura lieu du 30 avril au 11 mai à New York, aux États-Unis. Parmi les thèmes à l'ordre du jour figurent les biocarburants et d'autres politiques énergétiques. Vous trouverez des informations supplémentaires sur le site : <http://www.un.org/esa/sustdev/csd/>

La vingt-sixième session des Organes subsidiaires de la Convention-cadre sur les changements climatiques aura lieu du 7 au 18 mai à Bonn, en Allemagne. Pour davantage d'information visitez le site : <http://unfccc.int/meetings/sb26/items/3919.php>

La quarante-deuxième session du Conseil international des bois tropicaux aura lieu du 7 au 12 mai à Port Moresby, en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Pour plus d'information visitez le site : <http://www.itto.or.jp>

Le Groupe spécial d'experts techniques sur la diversité des forêts de la Convention sur la diversité biologique

se réunira du 28 mai au 1^{er} juin à Rome, en Italie.

Pour plus d'information visitez le site :

<http://www.biodiv.org>.

La douzième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques à la Convention sur la diversité biologique aura lieu du 2 au 6 juillet à Paris, en France.

Pour plus d'information visitez le site :

<http://www.biodiv.org/meetings/sbstta-12.shtml>.

Comité de rédaction :

- Simone Lovera, Coalition mondiale des forêts
- Ronnie Hall, Royaume-Uni
- Sandy Gauntlett, Pacific Indigenous Peoples Environment Coalition, Aotearoa/Nouvelle-Zélande
- Swati Shresth, Kalpavriksh, Inde
- Andrei Laletin, Amis des forêts sibériennes, Russie

Ce bulletin a été publié grâce au soutien financier de l'Institut néerlandais de coopération et du Programme international suédois pour la diversité biologique (Swedbio).